



HAL
open science

Légitimité et reconnaissance médiatique de la parole et des savoirs situés sur le chlordécone

Sarah Labelle, Céline Paganelli

► **To cite this version:**

Sarah Labelle, Céline Paganelli. Légitimité et reconnaissance médiatique de la parole et des savoirs situés sur le chlordécone. Chlordécone : Connaître pour Agir (2022), Coordination Locale de la Recherche sur la Chlordécone aux Antilles, Dec 2022, Le Gosier (Guadeloupe), France. pp.1-6. ⟨halshs-04055073⟩

HAL Id: halshs-04055073

<https://shs.hal.science/halshs-04055073v1>

Submitted on 1 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

LEGITIMITE ET RECONNAISSANCE MEDIATIQUE DE LA PAROLE ET DES SAVOIRS SITUES SUR LE CHLORDECONE

Sarah LABELLE¹, Céline PAGANELLI¹

¹ Structure d'appartenance : LERASS, Université Paul Valéry Montpellier 3

sarah.labelle@univ-montp3.fr, celine.paganelli@univ-montp3.fr

Résumé : *Dans cet article en Sciences de l'Information et de la Communication, nous nous intéressons à la production, la circulation et l'appropriation des savoirs sur le chlordercône aux Antilles en situation critique. Dans une approche compréhensive, nous mettons en œuvre une analyse de corpus constitué de trois médias locaux (RCI, France Antilles, Martinique la première) en tant qu'ils constituent des espaces de mise en visibilité de la parole, que ce soit celle de l'État, des experts scientifiques, des associations locales et des collectifs militants. Nous nous questionnons en premier lieu sur la manière dont la parole de ces acteurs circule et est représentée dans les espaces médiatiques. Nous nous intéressons également à la manière dont cette parole, qui traduit un savoir d'expérience, se constitue en « savoir reconnu » sur le chlordercône. Nous portons notamment une attention particulière aux formes de crédibilité et de légitimité que les médias accordent à la parole de ces acteurs.*

Mots clés: *Information de santé, circulation des savoirs, médias, public, légitimité.*

1) Approche info-communicationnelle des savoirs associatifs sur le chlordercône

Nous nous intéresserons, dans cet article, à la production, la circulation et l'appropriation des savoirs sur le chlordercône aux Antilles en situation critique. Pour ce faire nous adoptons le concept de « public » (Dewey 1915) afin d'éclairer la manière dont s'exerce la citoyenneté sur cette problématique. Le « public » est alors une communauté qui se saisit d'un problème dont elle est affectée. Ici, il est composé de ceux qui ont vécu et vivent la pollution au chlordercône et qui « font enquête » en mettant en exergue certains aspects d'une situation en transformation. L'enjeu démocratique est majeur puisqu'il s'agit de penser la circulation des savoirs dans des situations sanitaires qui sont caractérisées par leur incertitude, d'une part, et qui bousculent les principes républicains de liberté et d'égalité, d'autre part.

Le traitement médiatique de la santé a connu un mouvement de bascule à partir des années 50 contribuant à la transformation de l'information médicale (Marchetti 2010) et des modalités de circulation des savoirs, et donnant aux questions de santé une place centrale dans l'espace médiatique. Les médias traitent de santé notamment en exposant des « affaires » ou « scandales » qui ont pour point commun de mettre en cause la capacité des pouvoirs publics à régler les problèmes de santé (Ollivier-Yaniv 2015). La médiatisation du chlordercône est relativement récente (Ferdinand et Molinié 2021) et le sujet a été assez peu mis à la une des médias métropolitains, confortant la « marginalisation des Outre-mer dans l'imaginaire national » (Ferdinand et Manglou 2021). Pourtant, la possibilité d'un non-lieu dans l'affaire judiciaire de l'empoisonnement au chlordercône a remis la question à l'agenda médiatique et conduit des citoyens, des collectifs et associations à se mobiliser. C'est dans ce contexte en tension que nous nous intéressons aux acteurs qui militent pour la reconnaissance de la responsabilité de l'État et se mobilisent pour que « la justice soit rendue ».

Dans cet article, nous développons une approche info-communicationnelle de la médiatisation des savoirs produits par les associations sur la pollution au chlordercône dans les Antilles.

2) Présentation du corpus : les associations militantes dans les productions médiatiques locales

Notre terrain est constitué de trois médias locaux : RCI, France Antilles (Guadeloupe et Martinique), Martinique et Guadeloupe la première, en tant qu'ils constituent des espaces de mise en visibilité de la parole, que ce soit celle de l'État, des experts scientifiques, des associations locales et des collectifs militants. Nous resserons l'analyse socio-discursive sur les productions médiatiques mobilisant la parole de différents collectifs et associations (Zéro chlordécone-Zéro poison, association VIVRE, Pour une écologie urbaine, CRAN, Collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides et leurs ayants-droits...). Nous avons procédé à une recherche du nom des associations, parfois associé au mot chlordécone et obtenu 330 articles sur lequel nous avons réalisé une sélection en identifiant la présence de discours et paroles rapportés des associations et la référence à des actions menées par ces associations.

Le corpus est ainsi constitué de 87 articles parus entre 2009 et 2022 dont 71 ont été écrits entre 2019 et 2022. A partir de cette date, le sujet occupe une place plus importante dans l'espace médiatique du fait de nouvelles revendications des associations et de la prise de position du président de la République sur le scandale et de l'actualité judiciaire. Les articles se répartissent de la manière suivante :

Tableau 1 : répartition du nombre d'articles par média

France Antilles Guadeloupe	5
Guadeloupe la première	6
RCI	15
Martinique la première	19
France Antilles Martinique	42

Dans notre analyse, nous avons questionné en premier lieu la manière dont la parole de ces acteurs circule et est représentée dans les espaces médiatiques. Nous nous sommes également intéressées à la manière dont cette parole, qui traduit un savoir situé, se constitue en « savoir reconnu » sur le chlordécone. Cela nous conduit enfin à analyser leur reconnaissance en tant que « public » au travers des relations entretenues avec les experts médicaux et scientifiques comme avec les pouvoirs publics.

3) Résultats

L'analyse de notre corpus montre que les associations et collectifs que nous avons identifiés occupent une place importante dans l'espace public et médiatique. Mais l'analyse met également en évidence le maillage entre les associations militantes sur le chlordécone et des associations culturelles, de santé (AMSES, IREPS¹), sur l'environnement (PUMA), le patrimoine (ASSAUPAMAR²), d'étudiants (bureau de la vie étudiante de l'université) ou

¹ Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé.

² Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais.

encore des organisations syndicales (CGTM Agriculture) et partis politiques (PKLS). Leur rôle, dans l'espace public, est déterminant dans ce qu'elles cherchent à provoquer dans la transformation et la circulation de savoirs sur le chlordécone. Les associations participent à la constitution de savoirs (1), elles contribuent à leur partage (2) et s'appuient sur ces savoirs pour agir (3).

3.1. *Constituer des savoirs*

L'analyse du corpus met en évidence le travail d'enquête réalisé par les associations militantes auprès des antillais français : agir par l'enquête constitue une revendication d'émancipation par la production de savoirs en lien étroit avec les situations des populations qui subissent la pollution au chlordécone dans leur corps et dans leur terre.

Lorsqu'elles sont interrogées dans les médias, les associations font régulièrement référence à des savoirs qui ont été établis par les pouvoirs publics, comme les rapports de la commission parlementaire ou des professeurs Multigner et Narbonne. Ainsi, le président de Pour une écologie urbaine, Louis Boutrin met en relation les « conclusions du rapport » avec « les hypothèses avancées dans l'ouvrage 'Chronique d'un empoisonnement annoncé - Le scandale du chlordécone aux Antilles françaises' »³. Sans cesse, les rapports et les autorités sont cités pour souligner la congruence des savoirs produits. Les articles présentent et expliquent le travail que les associations ont pu réaliser, en particulier, les enquêtes réalisées auprès des ouvriers agricoles⁴. Elles les mettent en relation avec les savoirs certifiés par les enquêtes officielles et reconnues par les institutions de l'Etat.

Les articles mettent l'accent sur les procédés mobilisés dans le travail d'enquête des associations : l'élaboration d'une technologie intellectuelle, le questionnaire, qui est reconnue comme permettant d'apporter un éclairage substantiel aux situations. Cette technologie s'inscrit dans une recherche de confiance et de légitimité à s'exprimer sur les réalités du terrain. Les articles pointent le fait que cette méthode d'enquête s'appuie sur une objectivité disciplinaire par le recueil d'expérience personnel (récit de situations de travail, d'épandage de chlordécone...)⁵ afin de faire émerger des savoirs tacites, notamment par l'identification de situations critiques.

Les médias locaux donnent la parole aux associations en tant qu'expertes du sujet de la pollution au chlordécone : les articles ne se font pas seulement l'écho de ce travail d'enquête, mais ils relaient les connaissances sur le problème du chlordécone aux lecteurs. Après leur présentation, des chiffres-clefs sont mis en avant comme ceux du taux d'incidence du cancer de la prostate⁶. Le rappel des chiffres sur le taux de contamination au chlordécone (92% pour la Martinique, 95% pour la Guadeloupe) ou sur le taux de terres agricoles polluées est fréquemment réalisé par les acteurs associatifs. Il vise à souligner par leur grandeur l'ampleur du problème : comme souvent dans l'usage des chiffres, il s'agit de « focaliser le regard sur certains aspects concrets » (Martin 2020). Cette répétition a aussi pour objectif de renforcer la prise de conscience des Antillais sur le problème du chlordécone et d'effectuer un travail de fond sur la représentation

³ Chlordécone : le rapport conforte les plaignants : <https://www.martinique.franceantilles.fr/une/chlordecone-le-rapport-conforte-les-plaignants-226381.php>

⁴ Le collectif des ouvriers agricoles demeure mobilisé : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/le-collectif-des-ouvriers-agricoles-demeure-mobilise-596021.php>

⁵ Ouvriers agricoles et pesticides : « On savait que c'était dangereux mais il fallait faire vivre la famille » : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/environnement/ouvriers-agricoles-et-pesticides-on-savait-que-c-etait-dangereux-mais-il-fallait-faire-vivre-la-famille-565873.php>

⁶ Cancer et maladie professionnelle : un si petit pas pour les ouvriers agricoles : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/sante/cancer-et-maladie-professionnelle-un-si-petit-pas-pour-les-ouvriers-agricoles-591026.php>

sociale du problème public. Les chiffres sont mis en relation avec des faits et des situations concrètes : ainsi chiffres, expérience ordinaire et témoignages des populations locales constitués par les associations se corroborent-ils et sont-ils valorisés en savoirs par les médias.

Les médias locaux jouent un rôle dans la publicité faite au travail d'enquête des associations et à la reconnaissance de la constitution de savoirs : ces savoirs situés et ainsi médiatisés jouent un rôle dans la légitimation du problème public.

3.2. Partager les savoirs constitués

Les articles constituant notre corpus présentent les associations comme partageant les savoirs constitués par le biais d'enquêtes ou de recueil de témoignages, auprès des institutions et des pouvoirs publics. Le Collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides participe ainsi à une rencontre en 2020 avec des représentants de l'État. Il s'agit alors de partager des témoignages de manière à appuyer les revendications du collectif (reconnaissance comme maladies professionnelles de pathologies en lien avec le chlordécone et revalorisation des retraites des ouvriers agricoles) auprès du préfet, de l'ARS et de l'Inspection du travail⁷. La médiation des savoirs à destination des institutions passe aussi par la rédaction de documents (revendications, propositions d'actions...) comme le document « pacte pour une juste solution à l'empoisonnement de la population martiniquaise par le chlordécone » qui « demande de reconnaître l'ensemble de la population martiniquaise comme victime de l'empoisonnement ».⁸

Dans les articles analysés, les associations se positionnent aussi comme médiateur de ces savoirs auprès de la population. Elles organisent des rencontres, débats ou conférences à destination du public. Par exemple, les membres du "Zéro chlordécone Zéro poison" étaient à la rencontre du public au Parc naturel de Tivoli en 2020 pour présenter le bilan de leurs actions⁹ ; le collectif des ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides rencontre très régulièrement des ouvriers et leurs familles pour recueillir des témoignages et partager leurs actions mais aussi les accompagner dans leur démarches¹⁰ ; le bureau de la vie étudiante de l'université et Génération Martinique ont organisé une rencontre avec les étudiants pour leur présenter le chlordécone¹¹.

Ces rencontres sont l'occasion de sensibiliser la population au chlordécone et aux implications de son utilisation, de partager les résultats des actions conduites, de recueillir des témoignages mais aussi de permettre la circulation de savoirs établis. Ainsi, les associations mobilisent des savoirs institutionnels et savants pour s'en faire l'écho. D'abord en invitant des médecins, juristes, chercheurs à communiquer lors des conférences ou débats¹² mais aussi en reprenant de manière régulière et appuyée des savoirs partagés s'en faisant ainsi le porte-parole auprès des citoyens.

Enfin, dans les articles du corpus, les associations apparaissent comme des sources pour les

⁷ Les représentants de l'État face à la détresse des ouvriers agricoles : <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/les-representants-de-l-etat-face-a-la-detresse-des-ouvriers-agricoles-901802.html>

⁸ Chlordécone : le collectif des ouvriers agricoles fait un nouveau recensement des maladies liées au pesticide : <https://www.rci.fm/martinique/infos/Sante/Chlordecone-le-collectif-des-ouvriers-agricoles-fait-un-nouveau-recensement-des>

⁹ Le collectif "Zéro chlordécone zéro poison" déplore le silence des politiques : <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/collectif-zero-chlordecone-zero-poison-deploire-silence-politiques-798431.html>

¹⁰ Chlordécone : la sécurité sociale incite les ouvriers agricoles à faire reconnaître leur maladie professionnelle : <https://www.rci.fm/martinique/infos/Sante/Chlordecone-le-collectif-des-ouvriers-agricoles-fait-un-nouveau-recensement-des>

¹¹ Le chlordécone expliqué aux étudiants à l'Université des Antilles : <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/education/le-chlordecone-explique-aux-etudiants-a-l-universite-des-antilles-544625.php>

¹² Une conférence sur l'empoisonnement au Chlordécone : <https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Societe/Une-conference-sur-lempoisonnement-au-Chlordecone>

journalistes, leurs membres sont fréquemment sollicités sous la forme d'interviews rapportées par des vidéos, extraits sonores ou transcrites. Leurs paroles sont reconnues comme fiables et sont reprises comme des savoirs partagés et indiscutables sur le sujet. Elles se mêlent à la reprise d'informations issues de sources publiques (rapports, expertises) ou scientifiques.

3.3. *Agir à partir de ces savoirs*

L'analyse du corpus permet d'observer que les associations et collectifs s'appuient sur les savoirs constitués pour mettre en place des actions militantes de différentes natures.

D'abord des actions classiques relevant du registre de la mobilisation militante et politique. Sont ainsi organisés des rassemblements ou manifestations en lien avec l'actualité politique ou judiciaire. En 2022, les articles font état de plusieurs actions contre le probable non-lieu¹³. Elles sont l'occasion « d'exiger une justice pour le peuple martiniquais empoisonné », d'attirer l'attention des citoyens, d'exercer une pression sur les pouvoirs publics et de maintenir le sujet à l'agenda médiatique¹⁴.

Les articles relatent ensuite des actions de sensibilisation auprès des populations locales : gratuité des tests, traçabilité de l'alimentation, information sur la limite maximale de résidus (LMR)^{15,16}, etc. Il s'agit alors, pour les associations et collectifs, de transmettre et partager les savoirs en vue de faire évoluer les pratiques et protéger les populations. Les savoirs construits par le travail des structures militantes leur permettent de légitimer des initiatives qui, parfois, se substituent à l'action publique ou viennent la renforcer^{17,18}. Par exemple, le collectif zéro chlordécone a lancé une initiative pour fédérer des producteurs qui sont en mesure de garantir des produits propres¹⁹.

Enfin, les articles du corpus collecté font part des actions judiciaires dans lesquelles s'engagent les acteurs associatifs. Ces récits médiatiques sont l'occasion de faire intervenir des experts juridiques, le plus souvent des avocats qui représentent les associations par le biais d'interviews ou de déclarations²⁰.

4) En conclusion

Notre recherche s'est appuyée sur l'étude d'un corpus de productions journalistiques issues de médias antillais et visait à comprendre comment la parole des associations est médiatisée et présentée. Elle met en évidence que les médias offrent aux associations un espace de publicisation des causes qu'elles défendent. En effet, le rôle des associations des Outre-Mer

¹³ Chlordécone : des militants du drapeau rouge, vert noir sont réunis devant le siège du Groupe Bernard Hayot au Lamentin : <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/chlordecone-des-militants-du-drapeau-rouge-vert-noir-sont-reunis-devant-le-siege-du-groupe-bernard-hayot-au-lamentin-1295532.html>

¹⁴ Des manifestants réclament une eau saine dans les robinets et menacent de ne plus payer les factures <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/manifestants-reclament-eau-saine-robinets-menacent-ne-plus-payer-factures-773469.html>

¹⁵ Quel est le taux de chlordécone dans votre sang ? <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/quel-est-taux-chlordecone-votre-sang-754363.html>

¹⁶ Le collectif "Zéro chlordécone zéro poison" demande à la population de ne pas payer les factures d'eau : <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/collectif-zero-chlordecone-zero-poison-demande-population-ne-pas-payer-factures-eau-759405.html>

¹⁷ Des citoyens martiniquais passent à l'action pour vivre sans chlordécone <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/citoyens-martiniquais-passent-action-vivre-chlordecone-600123.html>

¹⁸ Une vingtaine de bénévoles pratiquent le "chlordétox" pour s'informer et manger plus sain <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/vingtaine-benevoles-pratiquent-chlordetox-s-informer-manger-plus-sain-678083.html>

¹⁹ Des citoyens martiniquais passent à l'action pour vivre sans chlordécone <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/citoyens-martiniquais-passent-action-vivre-chlordecone-600123.html>

²⁰ Chlordécone : le tribunal administratif de Paris reconnaît des "négligences fautives" de l'État <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/chlordecone-le-tribunal-administratif-de-paris-reconnait-des-negligences-fautives-de-l-etat-1298820.html>

dans la pensée de l'anthropocène se traduit notamment par leur prise en charge de situations critiques créées par les actions de pollution au chlordécone et contribue à « décentrer la construction des savoirs » (Ferdinand et Molinié 2021). Dans le corpus étudié, les médias publicisent les savoirs constitués par les associations qui définissent et posent le problème public du chlordécone à partir des expériences et récits ordinaires recueillis lors des enquêtes. Ce travail continu et de longue haleine de constitution de savoirs situés participe du rapport de force et des revendications que portent les associations. Joëlle Le Marec insiste sur le renversement que cela permet : « C'est la valeur de ce qui se voit de la société depuis des positions minorées qui donne une puissance critique extraordinaire à la récupération de ce rapport au savoir, et qui désactive le mythe de points de vue construits, privilégiés, d'où l'on verrait tout ce qu'il y a à voir d'important pour tous » (Le Marec, 2021).

La médiatisation des savoirs constitués par les associations permet de souligner leur rôle déterminant dans la production et la circulation des savoirs, à l'instar des associations contre le SIDA. Les productions journalistiques mettent clairement en évidence « le développement d'une expertise propre, à la fois quasi scientifique, à tout le moins technique, assise sur la connaissance — du droit, de la santé, de l'environnement, des sciences sociales... - mais aussi ancrée dans l'expérience de ceux qui se mobilisent ou pour qui l'on se mobilise » (Lochard et Simonet 2009). En outre, notre étude met en relief le fait que les associations sont toujours présentes (depuis la prise de conscience de l'existence d'un problème public à aujourd'hui), maintiennent leurs actions et font évoluer leurs revendications tout comme leurs modes d'action à l'aune des savoirs qu'elles constituent. Cette reconnaissance médiatique fait ressortir la capacité agissante et critique des associations sur le phénomène social et politique du chlordécone.

Références bibliographiques

- Dewey, John. *Le public et ses problèmes*, Gallimard, 1915-2010.
- Ferdinand, Malcom, et Mélissa Manglou. « Penser l'écologie politique depuis les Outre-mer français », *Écologie & politique*, vol. 63, no. 2, 2021, pp. 11-26.
- Ferdinand, Malcom, et Erwan Molinié. « Des pesticides dans les Outre-mer français. État des lieux et perspectives », *Écologie & politique*, vol. 63, no. 2, 2021, pp. 81-94.
- Le Marec, Joëlle. *Essai sur la bibliothèque. Volonté de savoir et monde commun*, Presses de l'Enssib, 128 p. (Papiers).
- Lochard, Yves, et Maud Simonet. « 23. Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels », Didier Demazière éd., *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*. La Découverte, 2009, pp. 274-284.
- Marchetti, Dominique. *Quand la santé devient médiatique, Les logiques de production de l'information dans la presse*, Presses universitaires de Grenoble, 2010, 192 p. (collection Communication, Médias et Société).
- Martin, Olivier. *L'empire des chiffres*. Armand Colin, 2020, 304 p. (Hors collection).
- Ollivier-Yaniv, Caroline. « La communication publique sanitaire à l'épreuve des controverses », *Hermès, La Revue*, vol. 73, no. 3, 2015, pp. 69-80.